



**DIRECTION GÉNÉRALE CULTURE ET ARTS DANS LA VILLE
MUSÉE D'ARTS**

Groupement de commandes Ville de Nantes et Nantes Métropole

ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Prestations de petites interventions de conservation-
restauration et missions de conseil en conservation pour des
œuvres d'art du Musée d'arts de Nantes

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

Procédure Formalisée

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Un visite facultative pourra être réalisée par les candidats (cf. art. 1.1)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur des **prestations de petites interventions de conservation-restauration et missions de conseil en conservation pour des œuvres d'art du Musée d'arts de Nantes**.

Les prestations seront menées sur des œuvres du Musée mais également sur des œuvres en dépôt ou prêts longue durée d'autres musées.

Il s'agit **d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande** en application des dispositions des articles R2161-2 à R2161-6 puis R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Groupement de commandes

La présente consultation est lancée au profit d'un groupement de commandes constitué autour de la Ville de Nantes (coordonnateur) et de Nantes Métropole.

Ce groupement de commandes est identifié comme étant la personne publique contractante, l'acheteur ou le pouvoir adjudicateur.

En tant que coordonnateur, la Ville de Nantes est chargée de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des contractants, elle pilote la procédure de passation de l'accord cadre, son attribution, sa signature, sa notification, elle est responsable du suivi et engage juridiquement par ses décisions l'ensemble des membres du groupement. Chacun des membres du groupement exécutera ensuite avec le titulaire retenu le marché qu'il aura signé à hauteur de ses propres besoins (exécution opérationnelle et financière du marché).

Visite facultative

Dans le cadre de cette consultation, et bien que cela ne soit en rien une obligation, les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution des prestations.

Afin de convenir d'une date de visite, les candidats prendront contact avec :

Céline Rincé-Vaslin
Responsable du service des collections et de la production des expositions
celine.rince-vaslin@nantesmetropole.fr
02 51 17 45 06 – 06 22 93 81 99

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 3 lots.

Lot	Intitulé
1	Peintures
2	Arts graphiques
3	Sculptures

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

L'accord-cadre est dénué tout minimum, mais est assorti, d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit :

Lot 1	35 000 € HT
Lot 2	24 000 € HT
Lot 3	30 000 € HT
Seuil maximum global	89 000 € HT

1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	MSS01
Code CPV	92311000-4 (œuvres d'art) 92500000-6 (services de bibliothèques, archives, musées et autres services culturels)

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est de **quatre ans** et prendra effet à compter de la date de sa notification.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x Un Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes par lot
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots
- x Un Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par lot
- x Un Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.) par lot
- x Un cadre de mémoire technique par lot

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1¹ (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années

Références significatives du candidat effectuées sur des cas similaires et expériences sur des collections muséales au cours des 3 dernières années attestant dans la spécialité requise des expériences pour des prestations similaires: montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Certificat de qualifications
Les titres d'études et les certificats de qualifications professionnelles attestant de la compétence du candidat et de tous les membres du groupement, à réaliser la prestation (restauration de biens faisant partie des collections des musées de France), dans les domaines de spécialités exigés.
Ainsi, le candidat devra notamment justifier, par tous moyens, qu'il entre dans l'une des conditions visées par les articles R452-10 à R452-12-1 du Code du patrimoine.

¹ Disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U), - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)
Le mémoire méthodologique au sein duquel le candidat précisera ou produira, sur la base du cadre de mémoire technique joint au DCE :
<ul style="list-style-type: none"> les moyens techniques qu'il projette d'employer spécifiquement pour l'exécution des prestations ; les moyens humains qu'il entend mobiliser pour l'exécution des prestations (composition de l'équipe et CV de chacun de ses membres) ; les délais maximum d'intervention sur site sur lesquels s'engage le candidat selon la typologie de cas.
Une note environnementale , dans laquelle le candidat précisera les mesures qu'il projette de mettre en œuvre à des fins de protection de l'environnement.

Ces mesures pourront porter (sans que la liste n'ait vocation à l'exhaustivité) :

- sur les méthodes et produits utilisés à des fins de limitation de l'utilisation de produits polluants (recours à l'anoxie par exemple) ;
- sur les équipements techniques que le candidat entend mobiliser pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres par exemple) ;
- sur la gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri, limitation des quantités d'emballage) ;
- ou encore de sobriété de l'usage du numérique, et de tout autre élément d'appréciation en lien direct avec l'objet et l'exécution de la présente consultation.

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
Valeur technique appréciée au regard du mémoire méthodologique :	60
Pertinence et qualité des moyens techniques que le candidat projette de dédier spécifiquement à la réalisation des prestations	30
Pertinence et qualité des moyens humains que le candidat entend mobiliser pour la réalisation des prestations	30
Valeur environnementale performance environnementale appréciée au regard des mesures prises par le candidat pour limiter son impact environnemental dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre	10
Prix des prestations (montant du DQE)	30

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente »

ARTICLE 5 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : [**https://marchespublics.nantesmetropole.fr**](https://marchespublics.nantesmetropole.fr)

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr